

Région Grand Est

L'engagement international de la région Grand Est

- Région Grand Est : Nord-Est de la France. (Fusion de l'Alsace, de la Champagne-Ardenne, et de la Lorraine en **2016**.) Grand comme la Belgique. **5,5 millions** d'habitants. Capitale **Strasbourg**.
- **Engagement international** très ancien (années 1980 pour les anciens conseils régionaux), mais très dynamique, réaffirmé dès 2016 après la fusion : partenariats avec une vingtaine de régions sur plusieurs périmètres géographiques (**espaces transfrontaliers ; Europe ; coopérations d'attractivité ; pays en développement**). Quatre partenariats en Afrique : **Maroc, Sénégal, Togo, Bénin**.
- Politique inscrite dans les grands cadres de référence internationaux, notamment l'**Accord de Paris pour le climat** et les **Objectifs de développement durable** (Agenda 2030), qui couvrent des domaines beaucoup plus larges que l'environnement.
- Appui sur un opérateur associatif, Grand Est Solidarité et Coopération pour le développement (**Gescod**). Deux métiers :
 1. **Réseau** régional des organisations de développement et de solidarité internationale : autorités locales, associations, ONG, services publics, entreprises, experts... – Existe dans toutes les régions de France.
 2. Également **agence de développement** : chargé de réaliser les projets des autorités locales du Grand Est, avec des délégations permanentes dans huit pays. – Exemple unique en France.

Quel rôle pour une région dans l'économie circulaire ?

- Spécificité des **régions** : souvent pas de pouvoirs *directs* dans la gestion des services publics qui mettent en œuvre l'économie circulaire (déchets, énergie) : plus souvent gérés à l'**échelle urbaine ou locale**. – Des exceptions : par exemple, en France, les régions sont chargées des lycées (bâtiments, construction, entretien, cantines etc.), donc gèrent directement ce secteur précis.
- Mais elles ont un autre rôle à jouer en raison de leur taille, intermédiaire **entre le national et le local** : comme elles couvrent de grands territoires, elles peuvent travailler avec de **très nombreuses organisations**, et sur des territoires d'une grande **diversité** (urbain, périurbain, rural), avec **toutes les étapes** de certaines filières ou de chaînes de production (industrie, agriculture etc.) ou de recyclage. – Dans de nombreux pays, les régions notamment chargées du soutien aux **entreprises**, qui ont une responsabilité essentielle

pour l'économie circulaire.

- Rôle essentiel de **planification** et de **coordination** : la loi française donne aux régions le rôle de concevoir des **stratégies**, des **schémas** à l'échelle régionale, qui sont préparés et négociés avec les organisations publiques et privées du territoire, et qui ensuite sont obligatoires pour elle.

Une coopération décentralisée sur l'aménagement du territoire

- Nous menons des projets internationaux dans de nombreux domaines concernant le développement durable ; l'eau et l'assainissement ; la biodiversité (forêt, parcs naturels) ; l'énergie etc.
- Nouveau projet avec la **région de l'Oriental** (Maroc) :
 - Regards croisés entre les **schémas régionaux d'aménagement du territoire** (adopté 2019 pour le Grand Est, en cours de finalisation pour l'Oriental) : non seulement apporter notre expérience, mais recevoir celle de nos partenaires (grand professionnalisme des régions marocaines). + Études sur les potentialités de ville verte, de ville intelligente, les éco-quartiers etc. dans cette région marocaine.
 - **Cofinancé par les deux États** (ministère français des Affaires étrangères, ministère marocain de l'Intérieur).

→ Notre rôle pour l'économie circulaire : créer un **parcours d'accompagnement vers la durabilité pour les actions locales et individuelles**. C'est la logique de notre stratégie régionale pour l'aménagement, le développement durable, et l'égalité des territoires, **Grand Est Territoires**. Objectif globale : faire du Grand Est une **région à énergie positive** en 2050. – Présentation de trois outils.

Climaxion

- = Programme pour que les organisations du Grand Est travaillent ensemble pour la **transition écologique et énergétique**. Seul exemple en France.
- Logique de **guichet unique** pour les porteurs de projets :
 - Réseau de **personnes relais** dans les organisations partenaires pour les entreprises, les citoyens, les autorités locales etc. Mission : trouver financements, ingénierie, connaissance / sensibilisation etc.
 - Si elles ont un projet : répartition du travail entre les employés des organisations participantes.
- **Financement partagé**, selon les compétences et selon les contraintes juridiques,

administratives et financières des institutions participantes. → Logique de « tour de table » : chaque organisation inscrit dans ce programme régional ses moyens financiers et ses instruments de financements + incite les bénéficiaires à ce que leur projet s’y inscrive également.

- Fonctionnement : pilotage par l’Agence de la transition écologique (Ademe), agence de l’État ; et la région Grand Est. Concertation régulière avec les organismes partenaires.

Voir (en français...) :

- Brochure
- climaxion.fr

ColLECtif

- = Réseau qui rassemble tous les acteurs **économiques** et **institutionnels** du Grand Est qui souhaitent travailler au développement de l’économie circulaire dans notre économie régionale. Lancé en **2019**.
- **113 membres** :
 - État : Agence de la transition écologique (Ademe).
 - Région et autres autorités locales.
 - Chambres de commerce, chambre de l’agriculture etc.
 - Universités, centres de recherches, bureaux d’études.
 - Associations d’entreprises, organisations professionnelles.
 - Pôles de compétitivité, centres techniques.
- Activités :
 - Partage d’informations, d’actualités, de connaissance, de compétences entre les membres.
 - Mises en relation, communautés de travail, notamment des « **communautés de projet** » qui peuvent être ouvertes ou confidentielles.
 - Plate-forme en ligne publique pour mettre en avant les initiatives des membres, rassembler les dispositifs d’aide etc.
- Ademe et région Grand Est financent « référents » économie circulaire et énergie (7 postes) dans les chambres de commerce. Missions :
 - Sensibilisation et information des entreprises, montée en compétences (journées techniques, ateliers etc.).
 - Conseil aux entreprises (appui technique, mise en relation, recherche de financements etc.).
 - Communication et promotion sur l’économie circulaire.
- Diffusion des connaissances :

- Création d'un **observatoire régional de l'économie des déchets et de l'économie circulaire** (un des premiers en France), pour améliorer la connaissance des flux de déchets, des ressources, et des initiatives.

Voir (en français...) :

- Brochure
- collectif-grandest.org
- Fait partie d'un réseau international des plate-formes de l'économie circulaire : economiecirculaire.org

Appel à projets « Initiatives citoyennes pour l'environnement »

- Nouvel **appel à projets « Initiatives citoyennes pour l'environnement »** en 2020 : **86 projets** soutenus (21 portés par des citoyens, 65 par des associations) pour un montant de **470 000 €**.

Objectifs : améliorer le cadre de vie au quotidien ; reconquérir la biodiversité ordinaire ; préserver les ressources en eaux locales ; atténuer ou s'adapter au changement climatique (lutte contre les îlots de chaleurs, sols, etc.).

Ouvrir l'expérience d'un territoire aux échanges internationaux

- Importance que l'expérience des autorités locales sur leur territoire puisse être **réplicable** dans la coopération internationale. C'est largement notre expérience avec ces plate-formes que nous allons utiliser pour les échanges avec nos partenaires marocains de l'Oriental : **travailler en écosystème, appuyer les organisations locales, sensibiliser les citoyens**.
- Nous jouons également un rôle de chef de file, de coordinateur dans les relations internationales : nous mobilisons pour nos projets non seulement nos compétences **internes** (politiques et administratifs), mais également l'expertise, l'expérience, les connaissances des organisations de notre région, comme partenaires techniques de nos projets. → Non pas seulement des coopérations décentralisée d'autorité locale à autorité locale, mais **de territoire à territoire**.
- Souvent **peu de moyens alloués aux autorités locales** des pays en développement → Intérêt de travailler avec l'État et les autres niveaux.